

# Réflexions sur l'insécurité dans l'histoire de Madagascar

Jean-Pierre Domenichini - Académie Malgache - novembre 2012

## Colloque « A la recherche de la paix et de la sécurité » sur la situation dans le Sud organisé par la section des Sciences Morales et Politiques

L'historien dans la tradition scientifique française n'est porté à se pencher que sur les faits que permet l'accès à des archives de plus de 50 ans. C'est l'aspect *Omal* qui est bien évident : l'historien étudie le Passé. Depuis le développement de l'historiographie malgache dans les années 1970, il avait été ressenti, comme le laisse bien entendre *Omal* *sy Anio*, le titre de la revue du Département d'histoire de la Faculté des Lettres, que l'historien était habilité à envisager et présager l'avenir, ou mieux : projeter dans l'avenir ce que posent les faits présents. Car – je me permettrai de le rappeler pour remettre en mémoire à ceux qui l'auraient oublié – le sens de « *anio* » (aujourd'hui) n'est pas le même que celui de « *androany* » (aujourd'hui) : *androany*, c'est l'aujourd'hui passé, alors que *anio*, c'est l'aujourd'hui à venir. Ce volet ouvert à la réflexion n'a pas été illustré par les professionnels du métier, mais dans l'analyse ou la compréhension des faits du Présent, notamment depuis la succession des crises politiques que le pays a connues, il est souvent fait appel à des situations qu'a connues le pays dans le passé pour expliquer et comprendre le Présent. Se pose alors, pour Madagascar, une question qui ne lui est pas particulière mais qui concerne beaucoup de pays du Tiers-Monde : l'histoire, cela a été dit et répété, l'histoire n'y serait-elle qu'une perpétuelle répétition ? L'histoire y serait-elle « cyclique », dans des pays incapables de progrès autocentrés et incapables d'innovation ? Ce serait là, nous répète-t-on, la différence essentielle avec les pays du Nord. Je ne le pense pas.

### L'insécurité politique dans le passé

Je ne parlerai pas ici de l'insécurité primaire au temps du Royaume de Madagascar. Dans toutes les sociétés, il y eut toujours des individus déviants, des vols, des viols et des homicides que condamnaient les lois et que réprimait la Justice. L'Etat faisait son devoir : dans le territoire et la population qu'il contrôlait, il assurait la sécurité des biens et des personnes et y exerçait la justice. Ce sont là les domaines régaliens les plus importants. Le *fiadanana* que voulait établir tout nouveau souverain, était annoncé dans les *kabary* de leur accession au pouvoir. Par exemple, comme le disait Ranavalona II dans son *didim-panjakana* du 18 Alakarabo 1868 : « ... *diniho ny marina, ary jereo ny mahitsy, fa fiadanana no farany izany, ary loza ho any izay manao, fa izay mamafy heloka no hijinja fahoriana* ». C'était l'affirmation d'un Etat de droit. Et tout au long de leurs règnes était réaffirmée une politique de paix et de tranquillité pour les biens et les personnes : *Miandry ny tany sy ny fanjakana*, c'était l'objectif de tous les gouverneurs, *manamboninahitra* et *Andriambaventy* des différentes régions de l'île.

Il n'en était pas de même dans le petit domaine des politiques et dirigeants potentiels qu'étaient certains *andriana*. Je ne parle pas des *Andriamasinavalona* par principe écartés du pouvoir suprême, qu'ils fussent *tompomenakely*, seigneurs héréditaires, ou simplement *mpanatanteraka*, exécutant les tâches de l'Etat comme, par exemple, les *mpanozon-doha* chargés de l'administration du tanguin. Je pense surtout aux *Zanak'Andriana* qui, comme *tompom-bodivona*, ne bénéficiaient déjà que de seigneuries précaires en terre *menabe* : dès qu'ils avaient quelque ambition, ils se trouvaient *de facto* dans une situation de grande dangerosité. On sait ce qu'il advint d'Andrianamboatsimarofy, l'ancien roi d'Antananarivo qui s'était soumis à Andrianampoinimerina et à qui, parce que prince soumis, donc *andriana nanoa*, la vie avait été accordée. On sait ce qu'il advint des parents, frère et demi-frère de Ranavalona I<sup>er</sup> d'Ambatomanoina (*Andriantsalamamanjaka* et sa femme, son frère *Razafianaka* et son demi-frère *Ramarotafika*) qui n'étaient pas des parents éloignés, comme le prétend *Raombana* ; *Rambolamasoandro* voulait que ses petits-enfants par *Radama* n'aient aucun compétiteur et obtint de son fils qu'il les fît assassiner et spolie. On sait à l'accession de Ranavalona au pouvoir ce que, de la maison d'Ambohidratrimo, il advint des parents de *Radama* par *Rambolamasoandro* et des principaux appuis politiques de son défunt mari.

On comprend alors pourquoi *Andriantsolo*, ancien prince souverain d'un royaume allant d'Andramasina jusqu'à *Ambohimanga* du Sud qui avait fait allégeance à *Andrianampoinimerina* et qui était devenu *Zazamarolahy* en Imerina, on comprend donc qu'Andriantsolo ait envoyé en 1828 une délégation annoncer à Ranavalona qu'il n'était pas *Zazamarolahy* mais *Andriamasinavalona* : il signifiait à la nouvelle Reine qu'il n'avait, pour lui et ses enfants, aucune prétention au pouvoir suprême.

On a beaucoup parlé de l'usage politique de la justice et de la corruption de celle-ci. Du peu que je sais, cela ne me semble pas général et caractériser toutes les décisions des tribunaux. Dans l'affaire Andriamahatana, Andriambaventy zafirabay de Maroantsetra, on comprend qu'en matière de justice, les droits d'un gouverneur étaient limités et ne lui permettaient pas d'influer une décision de justice et donc d'éventuellement en obtenir des épices<sup>1</sup>.

Dans la sphère politique, l'assassinat de Radama II serait-il un coup d'Etat qui, comme d'autres dans le passé – notamment l'accession d'Andriamasinavalona au pouvoir suprême – préfigurerait et annoncerait les crises actuelles ? Il y a là une analogie : tel qu'il l'exerçait, le pouvoir de ce jeune roi, choquait toute la classe politique tananarivienne. Mais il choquait aussi une grande partie du peuple. Le mouvement des Ramanenjana – qui ne fut pas une forme de névrose sociale et ne relève pas d'une maladie mentale ou d'une choréomanie ainsi que la définirent les missionnaires<sup>2</sup> –, voulait faire revenir dans la personne de Radama, l'*ambiroa* dont il pensait qu'elle l'avait quittée<sup>3</sup>. Elle témoignait toutefois d'une fragilité du pouvoir souverain, tel qu'on le comprenait à l'époque. Ranavalona I<sup>re</sup> était encore une Déesse (*Andriamanitra mifidy*, *Andriamanitra mandidy*) qui était une descendante de Zanahary, le grand dieu du ciel à l'origine des hommes vivants sur la terre où il avait envoyé ses descendants pour y mettre fin au chaos humain. La royauté y avait un caractère divin. L'assassinat du roi ne pouvait être perçu dans le monde malgache que comme une forme de profanation de ce caractère.

L'on comprend la réaction qui se manifesta dans le Mandridrano à l'ouest de l'Imerina. C'est ce que nous conte l'Histoire de Rafaroratra recueillie une dizaine d'années plus tard<sup>4</sup>.

« *Dia nikomy indray ny tany Imandridrano, ka nanangan-tsaho hoe : «Velona Radama, aty Radama, Izaho no Radama». Ary Andavakisakay sy Antsirabe sy ny any andrefana Betafo koa nanaraka izany tsaho izany. « Dia notafihina ny tao Imandridrano, ka Rainibeso 15 Voninahitra Dekan'ny Prime Minister no nitari-tafika tamin'izay.*

« *Nony tonga tany Alatsinainin'Imandridrano izy ireo, dia nataony telo-toko ny Miaramila, ny iray toko namabo tao Andavakisakay, ny iray toko namabo tao Imandridrano, ary ny iray toko nanaraka an'Ivoninjatovo — zatovolahy milaza azy hoe, «Izaho no Radama II; tsy maty aho fa velona». Dia nenjehin'ny Miaramila izy ka tsy tratra, fa ny fananan'Imandridrano no nobaboina sy ny fananan'Andavakisakay rahetra, na omby na kisoa, vorona, lamba, olona, etc. Dia nobaboina avokoa; fa Rafaroratra moa no tany ka aiza no tsy hamabo tsy miady ny Miaramila, sady tsy misy marary na noana fa sendra hanina be, fa Rafafaroratra Andriamanitra moa no tany, ka fifaliana no azon'ny mpiantafika.*

« *Ary nony inona, dia tany Antanimandry indray Rasoherina, ka tsy tany Rafaroratra fa tsy anjara-diany. »*

Il y a dans ce texte des faits qu'un lecteur actuel pourrait avoir du mal à comprendre. Pour un lecteur comme Raymond Delval<sup>5</sup>, le jeune Radama n'était pas mort et il s'était réfugié dans l'Ouest. Pour beaucoup d'autres, il ne s'agirait là que d'une « usurpation ». Le jeune Ravoninjatovo, *andriana* du Mandridrano, pouvait bien se comprendre comme étant la personne de Radama II, selon un mode de transmission du pouvoir dans un monde où les esprits des défunts, et particulièrement des esprits puissants, pouvaient

<sup>1</sup> J.-P. DOMENICHINI, «L'affaire Andriamahatana à Maroantsetra», *L'Express de Madagascar*, du 9 au 17 décembre 2004.

<sup>2</sup> « *The name of a dancing mania* », dit le dictionnaire de Richardson.

<sup>3</sup> La démonstration en fut faite par Mireille ANDRIANINA-RAKOTOMALALA par sa communication présentée au colloque «Pouvoir et États dans l'histoire de Madagascar et du Sud-Ouest de l'Océan Indien», 6-12 mai 1992, Antananarivo, Madagascar.

<sup>4</sup> J.-P. DOMENICHINI, *Les Dieux au service des Rois. Histoire orale des Sampin'andriana ou Palladiums royaux de Madagascar*, Paris/Sophia-Antipolis, CNRS, 1986, pp. 364-367 : « Bientôt, les habitants du Mandridrano commencèrent à se révolter en faisant courir le bruit suivant : «Radama est vivant! Radama est ici! C'est moi qui suis Radama», et Andavakisakay, Antsirabe et l'ouest de Betafo accordèrent aussi un crédit à ce bruit.

« On envoya une expédition chez les gens du Mandridrano; c'est Rainibeso 15 Honneurs, Aide de Camp du Premier Ministre, qui dirigea alors l'expédition.

« Quand ils arrivèrent à Alatsinainin'Imandridrano, il partagea les soldats en trois groupes : le premier alla faire du butin et des captifs à Andavakisakay; un autre alla faire du butin et des captifs en Imandridrano, et le dernier se mit à la poursuite d'Ivoninjatovo, jeune homme qui prétendait être Radama II, disant : «C'est moi qui suis Radama II; je ne suis pas mort, mais vivant». Les soldats le poursuivirent sans l'attraper, mais ce furent les biens des Mandridrano que l'on pillait et tous les biens des Andavakisakay, aussi bien bœufs que cochons, que volailles, toges ou hommes, etc. On pillait tout, puisque c'était Rafaroratra qui était là-bas, comment voulez-vous que les soldats ne fassent du butin et des captifs sans combattre. De plus, il n'y eut ni malade ni affamé, car on trouva beaucoup à manger, puisque divin Rafaroratra y était et les combattants ne trouvèrent que motifs à se réjouir.

« Et peu après, Rasoherina s'en fut à Antanimandry; et Rafaroratra n'y fut pas, car ce voyage ne relevait pas de lui. »

<sup>5</sup> *Radama II, Prince de la Renaissance, 1861-1863*, Paris, L'École, 1972, 960 p.

toujours intervenir dans la vie des vivants sur cette terre. C'est de cette façon, par un rêve disent certains, que Dame Ralaniboahangy, seigneure d'Andramasina et d'Ambohimanjaka qui avait tourné le dos au 18<sup>e</sup> siècle, avait au 19<sup>e</sup> siècle autorisé ses sujets et leurs descendants à se convertir au protestantisme.

Plus pratiquement, un lecteur actuel pourrait se demander pourquoi Rainibeso partagea son armée en trois et n'en consacra qu'un tiers à la poursuite de Ravoninjatovo, désormais rabaissé en Ivoninjatovo. Ce serait ignorer ce que les armées en campagne faisaient pour vivre sans un service d'intendance efficace. En Italie, l'armée victorieuse de Napoléon vivait de ses réquisitions dans les biens du peuple et des indemnités versées par les villes vaincues. L'armée malgache ne faisait pas autrement. S'y ajoute le fait qu'elle y rassemble (*mamabo*) une quantité de gens dont le destin est d'être vendus et de devenir *andevo*.

C'est aussi parce que l'on sait que partout dans Madagascar les sujets d'un seigneur lui étaient attachés. Ce dernier changeait-il de résidence, ses sujets le suivaient. Le point de vue d'Antananarivo admettait que Ravoninjatovo ne pouvait survivre sans l'appui indéfectible de ses sujets. Piller et asservir ceux-ci devaient tout à la fois supprimer le soutien qu'obtenait le jeune *andriana* et punir tous ceux qui n'étaient pas restés dans l'allégeance à Ambohimanga et Antananarivo.

Il faut se rappeler aussi que toute personne condamnée à la confiscation de ses biens (*laniana ny fananany*, disait le droit) était aussitôt mise hors-la-loi et ses biens étaient aussitôt pillés par le peuple – celui-ci n'attendant pas toujours une décision de justice et anticipant celle que prévoyait l'accusation.

Il y eut fin du 19<sup>e</sup> siècle, dans les années 80, une autre période d'insécurité sur les marches occidentales du Royaume. A parcourir les correspondances des gouverneurs de Fianarantsoa, on voit que le nombre des vols de bœufs augmenta en Homatsazo et en Isandra. Venus des régions du pays bara qui n'avaient pas fait allégeance à Ambohimanga et Antananarivo, les *fahavalo* constituaient des bandes nombreuses. On se trouve alors sur les marches sud-occidentales du Royaume et ce n'est pas tant d'insécurité dont on peut parler, que d'une forme d'état de guerre à l'intérieur de l'île. Ces razzias bara emportent les biens mobiliers des villages attaqués, ces biens précieux que sont les troupeaux de zébus et ces biens encore plus précieux que sont les hommes. Les combats purent y être très violents ; les effectifs de l'armée envoyés à la poursuite des pillards étaient souvent bien inférieurs à ces derniers. Rakotomavo, gouverneur d'Ikalamavony, y fut même tué, alors qu'il était dans la vingtième année de sa mission<sup>6</sup>. C'est peu après que, par une expédition du même genre, Ralaimongo fut emmené en esclavage<sup>7</sup>. On ne peut que mettre en rapport cet état de fait et la fragilisation du pouvoir central par la guerre que la France fit à Madagascar et ensuite cette autre raison de fragilité que créait le premier protectorat imposé par la France, car il ne faut pas croire que le pays bara aurait tout ignoré des événements vécus à Antananarivo.

Une autre fragilisation en 1896, au moment de la conquête et de la prise d'Antananarivo avec le mouvement des Menalamba. Les discours de Ranavalona III annonçant la fin de la guerre avec les Français, le désarmement des combattants et la nomination de Rainitsimbazafy pour remplacer Rainilaiarivony restent sans effet malgré la sévérité des sanctions :

« J'ai fait un kabary pour inviter les soldats qui ont combattu à rapporter leurs fusils ; pressez la remise des armes dans les villages qui ont été indiqués.

« Je dois vous dire aussi, peuple, que j'ai donné des ordres sévères aux gouverneurs, aux Andriamasina, aux chefs du peuple, pour l'exécution de mes ordres, et, s'ils ne sont pas exécutés, c'est à eux qu'un incombera la responsabilité.

« ... C'est Rainitsimbazafy, 15<sup>e</sup> honneur, O.D.P., ministre de l'intérieur, que j'ai nommé premier ministre et commandant en chef, et je vous le fais savoir, peuple ; que chacun l'accepte, exécute ses ordres et lui obéisse entièrement ; je vous dis cela parce que je tiens à ce que aucun de vous ne se rende coupable ; mais ceux qui n'exécuteront pas mes ordres, je les punirai sévèrement, conformément aux lois de mon royaume/ Aussi, que chacun de vous, peuple, se tienne tranquille »<sup>8</sup>.

Avec un pouvoir fragilisé, la parole (*tenin'Andriana*) de Ranavalona III n'eut pas les effets escomptés. Je ne reprendrai pas ici les conclusions de Stephen Ellis<sup>9</sup>. Je n'en retiendrai qu'un fait : le pouvoir de la Reine était si faible que les Menalamba choisirent d'élire un nouveau roi. Ce fut Rafiringa sans doute parce que *tompo-menakely*, il avait encore un *fanjakana*, mais peut-être aussi, comme le laisse entendre son nom, parce qu'il était né en Alakaosy, ce destin puissant des anciens princes antérieurement à Ralambo. La cérémonie de cette élection fut tenue à Andrarankasina, un ancien lieu du pouvoir sacré. Pour réagir à la conquête et au déni de souveraineté, les Menalamba retrouvaient les principes les plus anciens du *Fanjakan'Andriana*.

<sup>6</sup> David RASAMUEL, 1982 « Des déportés en Imerina au XIX<sup>e</sup> siècle », *Omalay sy Anio*, n° 15, pp. 99-116.

<sup>7</sup> J.-P. DOMENICHINI, «Jean Ralaimongo (1884-1943) ou Madagascar au seuil du nationalisme», *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, 1969, n° 204, pp. 236-287.

<sup>8</sup> *Bulletin du Comité de Madagascar*, décembre 1895, n° 9, pp. 33-35. Ce texte en français est la traduction du texte faite par les militaires.

<sup>9</sup> *L'insurrection des Menalamba. Une révolte à Madagascar, 1895-1899*, Paris / Antananarivo, Karthala / Ambozontany, 1998, 282 p.

L'on peut admettre que les différentes révoltes auxquelles Gallieni eut à faire face – dans une « pacification » qui fut la vraie guerre de conquête –, sont dues également à l'illégitimité du nouveau gouvernement de Tananarive, et qui était donc un gouvernement qui n'était pas reconnu comme tel.

## Les crises depuis l'Indépendance

Je ne reviendrai pas sur chacune d'entre elles, ce qui me prendrait beaucoup trop de temps, alors que celui-ci m'est limité. La plupart des pays internationalement décolonisés en ont connues et en connaissent encore. A défaut de l'histoire, ces crises relèvent de la géopolitique et ont conduit à la formulation de nouveaux concepts : celui d'Etat fragile et cet autre d'Etat failli. La situation actuelle de la République peut-elle correspondre à l'un de ces concepts ?

Disons-le tout de suite, la Grande Ile n'est pas la Somalie<sup>10</sup> et n'est pas un « Etat failli ». Son caractère insulaire fait qu'elle n'a pas, avec ses voisins, les problèmes que peuvent avoir les Etats continentaux. Se contentant de cette insularité protectrice, elle n'a même jamais commencé à mettre en œuvre une quelconque politique de contrôle de son espace marin de ZEE, que lui assure le droit international.

Malgré les désirs de sécession politique exprimés par certains universitaires dans les années 1960, le territoire de la République resta un et indivisible. La République n'a pas à se débattre au milieu de conflits ethniques et de grandes migrations de populations venant de pays voisins. Initié par les Betsiboka, le pogrom des Comoriens à Majunga sous la II<sup>e</sup> République ne répondait pas à une volonté commune de toute la population malgache et ne fut réalisé que sous le regard bienveillant d'un pouvoir qui tarda à agir. Même si aucune politique de construction de la nation n'a été entreprise depuis 1960, le sentiment d'appartenance à un même peuple – avec une langue et des coutumes communes (*ala volo-jaza*, secondes funérailles, droits de la femme) – est largement partagé et l'appel à une guerre civile en 2002 ne réussit pas alors à mobiliser en dehors de quelques politiciens et de quelques étudiants à la recherche de postes politiques nouveaux et gratifiants. L'Etat n'a pas non plus affaire à des intégrismes religieux violents. Bien qu'ils existent, ceux-ci restent enfermés dans des petits groupes et, quoique quelques-uns manifestent des désirs d'action politiques, ils ne débordent pas encore vraiment sur la scène publique.

Il n'en reste pas moins que si l'Etat n'est pas encore failli, il est en cours d'effondrement dans des manifestations connues de tous. Avec la politisation de l'armée sous le socialisme ratsirakien, l'utilisation de celle-ci pour des opérations dites de rétablissement de l'ordre public depuis l'affaire des Kungfu n'est pas une nouveauté. L'incompétence de l'Etat à contrôler le commerce des armes de guerre fut dénoncé dès 1978 à l'Académie par la responsable de la communication du gouverneur de la province d'Antananarivo. L'unique réaction du gouvernement socialiste fut immédiate : le gouverneur de la province fut licencié et le commerce des armes un sujet censuré. Son incompétence à contrôler les entreprises qui avaient été nationalisées et qui furent pillées par les nouveaux dirigeants a des effets durables. Et depuis cette époque, l'instauration de la corruption comme moyen de fidéliser et de récompenser les fonctionnaires et politiciens obéissant au gouvernement.

Tous les éléments d'une faillite seraient réunis si Madagascar n'était pas un pays riche : en l'absence d'aide internationale, il est riche du travail du secteur formel comme du secteur informel, riche des impôts des entreprises privées qui rentrent dans les caisses de l'Etat, et le ministère des finances – dans la tradition des experts-comptables assermentés – réussit non seulement à régler les salaires des fonctionnaires et des retraités, mais aussi à rembourser sans retard et sans défaut toutes les dettes de l'Etat. L'Etat malgache n'est pas la Grèce et n'a pas à demander des secours urgents à l'aide internationale. A côté de ces éléments positifs – plus grave pour l'avenir que la regrettable affaire Remenabila avec ses pillages et ses incendies de village à la mode ancienne –, il faut retenir que l'origine de l'effondrement se trouve au niveau central : que la justice y soit aux ordres décourage les investissements et les banques souffrent d'importantes surliquidités. L'oligarchie au 19<sup>e</sup> siècle s'enrichissait dans le commerce et l'exportation des bœufs, car Ranavalona avait interdit celle des vaches. Dans un autre domaine, Ranavalona n'autorisait que la coupe des arbres nécessaires à la réparation des bateaux ayant accosté à Madagascar avec une avarie. L'oligarchie au pouvoir ne pouvait pas exporter de bois de rose pour s'enrichir.

Laisse à la disposition de politiciens et de capitalistes véreux qui ne savent pas comme les *mpanjaka* d'autrefois qu'ils doivent donner l'exemple et d'abord servir le peuple, l'Etat est aujourd'hui fragile, parce que le peuple ne veut plus obéir à ceux qui, sans charisme, ne savent toujours pas ce qu'est un Etat de droit. Quant aux Eglises, elles sont beaucoup trop impliquées dans le politicien incorrect et le tribalisme pour corriger les défauts publics, comme le faisait le FFKM il y a trois décennies. Quel sens peut-on donner à cet hymne que tous les écoliers chantent le lundi matin au lever des couleurs :

*Tahionao ry Zanahary  
'Ty Nosindrazanay ity  
Hiadana sy ho finaritra*

<sup>10</sup> Sur ce pays, cf. Jean-Bernard Véron, « La Somalie : cas d'école des États dits "faillis" », dans *Politique étrangère*, 2001, n° 1, pp. 45-57.

*He sambatra tokoa izahay?*

L'historien ne peut s'empêcher de poser la question : ce gouvernement dit républicain avec son identité d'apparence chrétienne et ses constitutions jetables est-il celui qui convient aujourd'hui à la majorité de la population ? Il est loin, me semble-t-il, d'avoir la capacité d'entraîner le peuple vers un approfondissement de la justice et de l'égalité.